



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille dix, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
24 Février 2010, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général
des Collectivités Territoriales.

| | | |
|-----------------------------------|---|----|
| Nombre de Conseillers en exercice | : | 29 |
| Nombre de pouvoirs | : | 8 |
| Nombre de Conseillers présents | : | 20 |
| Quorum | : | 15 |

Date de convocation et d'affichage : 18 Février 2010
Date d'affichage du compte-rendu : 2 Mars 2010

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire (sauf pour les questions 10-18 à 10-22), M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Isabelle MOREL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Michèle BEAUDOUIN

Absents excusés : Mme Marylène QUEVERT, M. André BADIGNON, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Maryline LEFOUL, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET, M. Joël DESVAUX

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : Mme QUEVERT à M. LEBRET ; M. BADIGNON à M. LEGRAND ; Mme CHAMPAGNAY à Mme GINGAT ; Mme TREMORIN à Mme GIROUX ; Mme LEFOUL à M. LARCHER ; Mme MARCHAND à Mme SAUVEE ; M. THEURET à Mme BEAUDOUIN ; M. DESVAUX à Mme DAUCE

Président de séance :

M. Joël LE BESCO, Maire, pour les questions 10-01 à 10-17 puis 10-23 à 10-34

M. Joël HAMELIN, pour les questions 10-18 à 10-22

Secrétaire de séance : M. Jean-Luc LEGRAND, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 10-01) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 10-02) Loi Scellier – Agrément du Ministère du Logement
 - 10-03) Administration électronique – Convention entre e-Mégalis Bretagne et la Commune de Combours
 - 10-04) Commande publique – Organisation pour les marchés à procédure adaptée
 - 10-05) Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable d'Ille et Rance (SPIR) – Proposition aux communes adhérentes de la mise en place d'un service technique mutualisé
 - 10-06) Lotissement communal Gare/Bel Air
 - 10-07) Numérotage au lieu-dit « La Gentièr »
 - 10-08) Tarifs halte-garderie – Information
 - 10-09) Bibliothèque municipale – Elimination d'ouvrages
 - 10-10) Accueil de loisirs – Convention entre l'UFCV et la Commune de Combours
 - 10-11) Mise en place d'un parcours d'interprétation
 - 10-12) Enquêtes publiques – Indemnité versée au commissaire-enquêteur
 - 10-13) Cession d'une portion d'un chemin communal dans le cadre de l'aménagement de la ZA du Moulin Madame
 - 10-14) Demande de déplacement d'un chemin communal au lieu-dit « La Boissière aux Lizions »
 - 10-15) Demande de cession foncière au lieu-dit « Riniac »
 - 10-16) Classement des voiries communales – Approbation du tableau
 - 10-17) Requalification de voirie urbaine – Choix du maître d'œuvre
 - 10-18) Compte administratif de l'exercice 2009 - Ville
 - 10-19) Compte administratif de l'exercice 2009 – Lotissement de la Gare
 - 10-20) Compte administratif de l'exercice 2009 – Service de l'assainissement
 - 10-21) Compte administratif de l'exercice 2009 - Service des eaux
 - 10-22) Compte administratif de l'exercice 2009 - Camping du « Vieux Châtel »
 - 10-23) Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 - Ville
 - 10-24) Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 – Lotissement de la Gare
 - 10-25) Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 – Service de l'assainissement
 - 10-26) Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 – Service des eaux
 - 10-27) Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 – Camping du « Vieux Châtel »
 - 10-28) Exercice budgétaire 2009 – Affectation des Résultats – Ville
 - 10-29) Exercice budgétaire 2009 – Affectation des résultats - Service de l'Assainissement
 - 10-30) Exercice budgétaire 2009 – Affectation des résultats - Service des Eaux
 - 10-31) Exercice budgétaire 2010 – Débat d'Orientations Générales du Budget
 - 10-32) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
 - 10-33) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - 10-34) Questions orales (1^{er} trimestre)
-

10-01) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Luc LEGRAND, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 15 décembre 2009 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Après l'approbation du procès-verbal, Monsieur Henri NOEL fait remarquer que pour le point n°09-179 – Création éventuelle d'une zone de développement éolien sur la commune de Combours, il a été décidé de **surseoir à la demande** de la Communauté de Communes Bretagne Romantique et non pas de voter contre, comme cela a été relayé dans la presse locale.

10-02) LOI SCELLIER – AGREMENT DU MINISTERE CHARGE DU LOGEMENT

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal qu'après les lois ROBIEN et BORLOO, le dispositif Scellier a été mis en place en janvier 2009 pour venir en aide au marché de l'immobilier. Cette loi, jusqu'à présent réservée **à certaines zones géographiques** permet par le biais d'incitations fiscales, de relancer la construction de logements neufs et par là-même de soutenir le secteur du bâtiment.

Or, l'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté, le 18 décembre 2009, le texte définitif de la Loi de Finances 2010 qui prévoit pour les communes situées en Zone C qui le souhaitent de faire une demande d'agrément auprès du ministère en charge du Logement pour rendre leur territoire éligible à ce dispositif. Les conditions d'acceptation devront être fixées par décret et l'agrément vaudra ensuite pour tout le territoire communal. La décision du ministre de délivrer ou non l'agrément devra tenir compte des besoins en logements de la commune.

La Commune étant située en zone C doit donc solliciter cet agrément pour être éligible

Il est rappelé que la Ville de Combours, en partenariat avec la Région, RFF, la SNCF et la Communauté de Communes Bretagne Romantique, a engagé un projet d'aménagement de pôle intermodal. Elle mène parallèlement une politique de développement de l'habitat à proximité de cette voie ferrée électrifiée, ce qui permettra de conjuguer un transport collectif non polluant à un habitat localisé à proximité de ces moyens de transport.

Il convient également de préciser que la Communauté de Communes Bretagne Romantique a restitué en 2009, les résultats d'une étude de Plan Local de l'Habitat qui préconise dans ses grandes orientations de maîtriser l'attractivité du territoire en précisant : *«La Bretagne Romantique est devenue un territoire très attractif aux portes des agglomérations malouine et rennaise»*. Fin 2008, l'Observatoire de l'Habitat précisait qu'au niveau communautaire *« le marché se recentre sur COMBOURG et devrait s'y renforcer ainsi que sur ses communes satellites. Les communes desservies par le fer seront privilégiées. C'est un sérieux atout qui devrait se renforcer, selon les professionnels, les ménages refroidis par la hausse des carburants, étant beaucoup plus regardant sur la distance quant à leur lieu de travail. »*

Les derniers recensements de l'INSEE mettent en évidence l'évolution démographique de la commune qui est passée de **4 989 habitants** (recensement 1999) à **5 532 habitants** (au 1^{er} Janvier 2010)

Dans ce contexte, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de solliciter auprès du Ministre en charge du logement un agrément pour rendre le territoire de la Commune éligible à la LOI SCELLIER, disposition qui contribuerait à la poursuite du développement de COMBOURG.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après quelques échanges sur les conséquences du dispositif pour les familles pouvant prétendre au logement social, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-03) ADMINISTRATION ELECTRONIQUE - CONVENTION ENTRE E-MEGALIS BRETAGNE ET LA COMMUNE DE COMBOURG

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que la commune a passé le 17 mars 2004 une convention avec le Syndicat mixte de coopération territoriale e-mégalis Bretagne afin de pouvoir bénéficier de ses services en matière d'accès à Internet ou d'administration électronique.

Ce syndicat vient de redéfinir son projet pour l'adapter aux enjeux et aux évolutions des technologies de l'information ; il a modifié ses statuts et adopté une nouvelle convention d'accès aux services.

Cette nouvelle convention et ses annexes doivent permettre :

- l'accès à la plateforme de dématérialisation des marchés publics en ligne, utilisée par la commune depuis juillet 2007 ;
- l'accès à la plateforme de télétransmission des actes au contrôle de légalité et des pièces au comptable ;
- la fourniture de certificats numériques pour les besoins de la commune.

La contribution annuelle due par la commune au syndicat dans le cadre de cette nouvelle convention est de 100 € HT, couvrant l'ensemble des frais liés à la télétransmission

des actes. Les frais liés à la dématérialisation des marchés publics sont quant à eux mutualisés au niveau de la Communauté de communes Bretagne Romantique.

Monsieur LE BESCO propose au conseil Municipal :

- d'adopter la convention d'accès aux services e-mégalis et ses annexes
- d'autoriser le maire à signer ladite convention
- d'autoriser le maire à signer l'annexe 2 (conditions d'accès aux marchés publics en ligne) à ladite convention
- d'autoriser le maire à signer l'annexe 3 (conditions d'accès à la télétransmission des actes au contrôle de légalité et des pièces au comptable) à ladite convention
- d'autoriser le maire à signer l'annexe 4 (conditions de fourniture de certificats numériques) à ladite convention en cas de survenance du besoin.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-04) COMMANDE PUBLIQUE – ORGANISATION POUR LES MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal qu'une refonte de la circulaire du 3 août 2006 portant manuel d'application du code des marchés publics a été rendue nécessaire par les nombreuses modifications apportées depuis la fin de l'année 2008 au droit des marchés publics. Ces modifications visent pour l'essentiel la simplification des procédures et l'assouplissement des règles de commande publique. Cela s'est traduit notamment par la suppression d'un seuil intermédiaire pour les marchés de travaux.

Désormais, avec les nouveaux seuils applicables au 1^{er} janvier 2010, le recours à un marché formalisé n'est rendu obligatoire qu'à partir d'un montant de 4 845 000 euros pour les travaux. Et si la constitution de commissions d'appel d'offres est toujours obligatoire lorsqu'est mis en œuvre une procédure formalisée, ce n'est pas le cas en procédure adaptée. Dès lors, compte tenu du montant important des seuils, la Commission d'Appel d'Offres est appelée à jouer un rôle moins important à l'avenir.

Néanmoins, pour les marchés à procédure adaptée (MAPA), le Code des Marchés Publics prévoit que le pouvoir adjudicateur peut s'adjoindre les compétences de membres de commissions municipales ou de techniciens.

Désormais, une formation collégiale appelée Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) sera convoquée lors des procédures adaptées. Les membres de ce comité procéderont à l'ouverture des offres, à leur analyse, et pourront donner un avis au pouvoir adjudicateur.

Ce comité ne pourra pas attribuer un marché passé selon une procédure adaptée, une telle compétence relève du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

La composition de ce Comité d'Analyse des Procédures Adaptés sera fixée au cas par cas dans le règlement propre à chaque consultation : il comprendra en règle générale les membres titulaires de la Commission d'Appel d'Offres, les membres de la commission concernée par la consultation, des techniciens des services de la commune dont la compétence peut être utile, ainsi que toute personne extérieure susceptible d'apporter un éclairage technique sur le matériel ou la prestation.. Le comité se réunira sans condition de quorum.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-05) SYNDICAT MIXTE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'ILLE ET RANCE (SPIR) – PROPOSITION AUX COMMUNES ADHERENTES DE LA MISE EN PLACE D'UN SERVICE TECHNIQUE MUTUALISÉ

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 23 novembre 2009, le SPIR fait part d'un projet de la structuration technique notamment la mise à disposition d'un agent technique territorial ayant vocation d'apporter un service d'appui technique pour les collectivités adhérentes, pour les missions suivantes :

- Rédaction du rapport annuel et suivi du contrat d'affermage
- Visites d'ouvrages et suivi du patrimoine pour une meilleure gestion patrimoniale
- Aide à la programmation de travaux
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre
- Participation réunions commission, appel d'offre, bureau et comité

Le SPIR demande à la commune de se prononcer sur ce projet qui entraînerait, pour la mise à disposition de ce personnel, une participation financière de 4 212.00 € pour COMBOURG (voir tableau financier).

Considérant que la commune dispose d'un service technique capable de mettre en place les marchés de travaux et d'assurer le suivi des chantiers,

Considérant que la commune bénéficie actuellement et jusqu'en décembre 2011, d'assistance conseil dans le domaine de la gestion d'un service public d'eau et d'assainissement collectif par le biais d'une convention avec la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,

Le Conseil Municipal, par 26 voix Pour et 2 abstentions, DECIDE de ne pas s'engager dans cette démarche.

10-06) LOTISSEMENT COMMUNAL GARE / BEL AIR

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que, par délibération en date du 23 Février 2009, le Conseil Municipal a approuvé le projet du lotissement communal Gare / Bel Air, et autorisé Le Maire à déposer le dossier de permis d'aménager.

Par délibération en date du 29 juin 2009, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée, à signer toutes les pièces du marché, à inscrire le montage financier correspondant à cette opération et l'emprunt pouvant en résulter aux budgets du lotissement concerné, à solliciter les subventions auprès des organismes concernés et à donner à la création de ce lotissement toute la publicité nécessaire.

Depuis cette date, des modifications ont été apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, notamment sur la création de nouveaux lots et de nouvelles options.

Il est rappelé que ce projet de 42 logements, inscrit sur un terrain d'environ 27 291 m², décline :

- 3 macrolots, offrant la possibilité de 16 maisons pour une superficie totale de terrain d'environ 5384 m².
- 26 lots libres pour une superficie totale de terrain d'environ 12 834 m².
- Espaces communs (voirie, espaces verts...) pour une superficie totale de terrain d'environ 9073 m².

Ce projet fait apparaître une répartition de travaux suivante :

- Lot n° 1 Terrassement Voirie : 337 400 € HT
- Lot n° 2 Assainissement : 148 700 € HT
- Lot n° 3 Réseaux Souples : 254 600 € HT
- Lot n° 4 Espaces Verts : 18 400 € HT
- Lot n° 5 Voirie chemin de Ruant : 12 700 € HT
- Lot n° 6 Eclairage chemin de Ruant : 12 200 € HT
- Lot n° 7 Traitement des abords chemin de Ruant : 5 000 € HT
- Lot n° 8 Terrassement bassin tampon et EP sur chemin de Ruant : 60 000 € HT

Soit un total de 849 000 € HT.

De plus, des options sont prévues :

- option n° 1 sur le lot 1 : mobilier urbain et lisse bois pour un montant supplémentaire de 18 000 € HT.
- option n° 2 sur le lot 3 : 26 murets techniques pour un montant supplémentaire de 23 400 € HT.
- option n° 3 sur le lot 5 : murets de soutènement pour un montant supplémentaire de 27 500 € HT.

Soit un montant total des options de 68 900 € HT.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce nouveau DCE
- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- D'inscrire le montage financier correspondant à cette opération et l'emprunt pouvant en résulter, aux budgets du lotissement concerné.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-07) LA GENTIERE - NUMEROTAGE

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, Adjoint

La municipalité a été saisie par un riverain habitant « La Gentièrre » concernant la distribution du courrier et l'accès des services de secours dans ce lieu-dit. De plus, les services de La Poste et du SMICTOM incitent les communes à mettre en place ce dispositif pour améliorer la qualité des services.

La commission Urbanisme et Habitat réunie en date du mardi 16 février 2010 a travaillé sur ce dossier en concertation avec quelques habitants du village et a émis un avis favorable au numérotage de ce village qui pourrait s'articuler de la façon suivante :

La Gentièrre « route de St Léger des Prés »

Numéros Impairs :

| | | |
|------------------------------------|---------------------------|------|
| Section E n° 610 et 611 | Cyrille ARNAL | n° 1 |
| Section E n° 806, 807 et F n° 1412 | SCI TOUFLAND, Noël GENTIL | n° 3 |

Numéros pairs :

| | | |
|-------------------------|-----------------|------|
| Section E n° 1344 | Stéphane LECROQ | n° 2 |
| Section E n° 619p | Simone SIMON | n° 4 |
| Section E n° 619p | Simone SIMON | n° 6 |
| Section E n° 613 et 612 | Raymond RIAUX | n° 8 |

La Gentièrre « Route de Tréméheuc »

Numéros pairs :

| | | |
|-------------------|------------------|------|
| Section F n° 1411 | Maryvonne JOUAUX | n° 2 |
|-------------------|------------------|------|

La Gentièrre « Route de Lanrigan »

Numéros impairs :

| | | |
|----------------------------|-----------------|-------|
| Section E n° 799 | Henri LENORMAND | n° 1 |
| Section E n° 778 et n° 775 | Henri LENORMAND | n° 3 |
| Section E n° 779, 780, 781 | Roger LELIEVRE | n° 5 |
| Section E n° 790 | Henri LENORMAND | n° 7 |
| Section E n° 764 | Noël PERROUD | n° 9 |
| Section E n° 765p | Guy MARY | n° 11 |
| Section E n° 766 | Guy MARY | n° 13 |
| Section E n° 765p | Guy MARY | n° 15 |
| Section E n° 761 | Renée CHARTOIS | n° 17 |
| Section E n° 1255 | Alain ANNEIX | n° 19 |

Numéros pairs :

| | | |
|-----------------------------------|----------------------|-------|
| Section E n° 699 | Patrick HAIGRON | n° 2 |
| Section E n° 701 et 702 | Maurice VAUGRU | n° 4 |
| Section E n° 708 | Jean DENOUAL | n° 6 |
| Section E n° 709, 710, 711 et 713 | Yves MACÉ | n° 8 |
| Section E n° 724, 726, 727, 728 | Christine LOUETTE | n° 10 |
| Section E n° 731p | Marie-Thérèse GIROUX | n° 12 |
| Section E n° 731p | Marie-Thérèse GIROUX | n° 14 |
| Section E n° 1136 | Jacques LENORMAND | n° 16 |
| Section E n° 733 | Stéphane CHAUVIN | n° 18 |
| Section E n° 736 | Franck CHARTOIS | n° 20 |

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés et des nouveaux panneaux indiquant les lieux-dits seront mis en place.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-08) TARIFS HALTE GARDERIE – INFORMATION

Rapporteur : Mme Monique DAUCE, Adjointe

Madame DAUCE rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 09-190 en date du 15 décembre 2009, les nouveaux tarifs de la Halte Garderie pour l'année 2010 ont été adoptés. Cette délibération mentionne que les tarifs plancher et plafond pour l'année 2010 seraient communiqués en début d'année 2010.

Par courrier en date du 21 janvier 2010, la Caisse d'Allocations Familiales d'Ille et Vilaine a communiqué les tarifs plancher et plafond pour 2010 :

Tarifs Plancher

Un forfait minimum de ressources est pris en compte : **579.72 euros** par mois, soit un montant annuel de **6 957 euros**.

Tarifs Plafond

Les revenus perçus par une famille sont plafonnés à **4 574.60 euros** par mois, soit un montant annuel de **54 895 euros** avant abattement.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-09) BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE – ELIMINATION D'OUVRAGES

Rapporteur : Mme Monique DAUCE, Adjointe

Madame DAUCE rappelle au Conseil Municipal sa délibération n° 07-96 en date du 10 Juillet 2007 relative à l'élimination d'ouvrages à la bibliothèque municipale.

A nouveau, il y a lieu de procéder à un désherbage simplifié des périodiques. Ce programme, par titre et par durée, est joint en annexe à la note de synthèse.

Madame DAUCE propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le programme de désherbage présenté
- d'autoriser que les ouvrages réformés soient
 - a) cédés gratuitement à différents organismes (associations, écoles, maison de retraite, clinique, foyer-logement, CLSH, Halte garderie, etc ...)
 - b) pilonnés en cas de détérioration importante

Madame DAUCE propose également de procéder au retrait de l'inventaire des livres et revues concernés.

Entendu l'exposé de Madame DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-10) ACCUEIL DE LOISIRS - CONVENTION ENTRE L'UFCV ET LA COMMUNE DE COMBOURG

Rapporteur : Mme Monique DAUCE, Adjointe

La commune de Combours administre un accueil de loisirs qui fonctionne durant les mercredis et les vacances scolaires. La gestion de cet accueil de loisirs est confiée à l'Union

Française des Centres de Vacances (UFCV). La convention qui liait la commune et l'UFCV a expiré le 31 décembre 2009 ; une consultation a donc été lancée en novembre 2009 pour trouver un prestataire à compter du 1er janvier 2010 et pour une période de trois ans.

Malgré des mesures de publicité adaptée (publication dans Ouest-France et sur Internet), une seule offre a été reçue, émanant de l'UFCV.

Cet organisme a rencontré récemment d'importantes difficultés économiques qui pourraient porter préjudice à la commune à l'avenir. C'est pourquoi la décision de classer ce marché sans suite a été prise. Un nouveau marché sera lancé au deuxième semestre de l'année, avec l'espoir d'une pluralité d'offres.

Pour autant, afin d'assurer la continuité du service public, une nouvelle convention doit être passée avec l'UFCV pour qu'elle poursuive sa gestion de l'accueil de loisirs de Combours pendant cette période de transition.

Cette convention d'une durée d'un an confie au prestataire la mission de gérer et d'animer l'accueil de loisirs les mercredis, les petites vacances (à l'exception de celles de Noël) et les grandes vacances (à l'exception d'une fermeture de deux semaines au mois d'août).

Le montant prévisionnel annuel de la participation communale est évalué en fonction des estimations prévisionnelles de fréquentation des activités et s'élève à 27 800 € pour 2010 (pour mémoire, il s'élevait à 25 232 € en 2009 plus mise à disposition de personnels). Ce montant peut évoluer à la marge pour prendre en charge la perte de revenus provenant des familles liés aux nouveaux tarifs sur la base du quotient familial mis en place lors du Conseil Municipal du 15 décembre 2009.

Madame DAUCE propose au Conseil Municipal :

- d'adopter la convention de partenariat avec l'U.F.C.V.
- d'autoriser le maire à signer ladite convention

Entendu l'exposé de Madame DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-11) MISE EN PLACE D'UN PARCOURS D'INTERPRETATION

Rapporteur : Monsieur Bertrand HIGNARD, adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07-73 en date du 15 mai 2007, il a été décidé de mettre en place un circuit d'interprétation touristique que chaque visiteur pourrait parcourir à son rythme. 12 panneaux en lave émaillée mentionnant l'histoire des sites et monuments les plus intéressants ont été mis en place dans les lieux suivants :

- La maison de la lanterne (Fin du XVIème siècle – 1597 – restaurée en 1968)
- Le relais des Princes (XVIème siècle)
- Le Château de Combours

- La Place Albert Parent
- La Maison des Templiers
- La Maison du Pendu (fin du XVIème siècle)
- La Maison de Sainte Barbe
- La Statue de Chateaubriand
- Le Prieuré
- Le Lac Tranquille – La Chaussée de Durfort – Le Moulin Seigneurial – La Croix de l'Etang
- L'Eglise Notre-Dame (première moitié du XXème siècle)
- Vue Paysagère en couleur

Monsieur HIGNARD rappelle également que Combourg est membre de l'Association des Petites Cités de Caractère de Bretagne depuis son agrément en 1977 ; la ville doit donc mettre en place des actions de fléchage patrimonial et touristique qui entrent dans le champ de son partenariat avec Petites Cités de Caractère dont les statuts stipulent à l'article 2 alinéa 5 :

L'association a pour objet, au-delà du tourisme, l'économie patrimoniale et culturelle en son sein et avec ses partenaires.

Dans ce contexte, la municipalité entend poursuivre l'action culturelle qu'elle a engagée en réalisant un second circuit d'interprétation sur le thème de François-René de CHATEAUBRIAND. En effet, l'Enchanteur y a passé une partie de sa jeunesse et est devenu le « père du Romantisme »

Pour mener à bien ce projet, il a été décidé d'associer les jeunes à travers les collèges Chateaubriand et Saint Gilduin.

La Municipalité a donc pris contact avec les proviseurs de ces deux établissements pour leur demander si un travail sur le parcours de CHATEAUBRIAND, Père du Romantisme, pouvait être mené par les élèves sous l'égide de leurs professeurs en développant les multiples facettes de l'homme : écrivain, homme politique, défenseur de la liberté, ambassadeur, ministre des affaires étrangères.

Cette étude est aujourd'hui en cours et sera restituée devant les commissions « Action Economique et Tourisme » ainsi que « Enfance, Enseignement, Culture et Communication ». La finalité de l'exercice étant de retracer les étapes importantes de la vie de François-René de Chateaubriand sur 10 tableaux qui seront installés sur le chemin piétonnier de la partie Nord du Lac Tranquille.

Cette opération, dont l'enveloppe est de l'ordre de 30 000 €, fera l'objet d'une inscription budgétaire et d'une consultation en procédure adaptée pour le choix de l'entreprise chargée d'élaborer ces supports.

Il est proposé au Conseil Municipal de solliciter les aides financières suivantes auprès :

- du Conseil Régional au titre des Petites Cités de Caractère
- du Conseil Général d'Ille et Vilaine

- de la Communauté de communes Bretagne Romantique
- de l'Education Nationale

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions

10-12) INDEMNITE VERSEE AU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Il est rappelé au Conseil Municipal que, par arrêtés municipaux, ont été prescrites 2 enquêtes publiques relatives :

- 1 – au projet de cession d'une portion de chemin communal situé dans la ZA du Moulin Madame
- 2 – au projet de déplacement d'un chemin communal au lieu-dit « La Boissière aux Lizions »

Ces enquêtes se sont déroulées du jeudi 3 décembre 2009 au vendredi 18 décembre 2009 inclus.

Le commissaire-enquêteur a siégé à la mairie, les 7, 15 et 18 décembre 2009. Il s'est rendu sur place pour une reconnaissance et une observation des lieux et il a rédigé son rapport.

Compte tenu du temps passé figurant sur l'état présenté par le Commissaire Enquêteur, Monsieur LEBRET propose de lui verser pour l'ensemble des dossiers de cette enquête publique, une indemnité correspondant à 12 vacations ; le montant de vacation étant de 38.10 €.

En application de l'article L.311.3 21° du Code de la Sécurité Sociale, cette rémunération sera soumise à cotisations URSSAF.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-13) CESSION D'UNE PORTION D'UN CHEMIN COMMUNAL DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DE LA ZA DU MOULIN MADAME

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que la Ville a été sollicitée par la Communauté de Communes Bretagne Romantique en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de l'extension de la ZA du Moulin Madame en vue de l'agrandissement du laboratoire AES.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable et, par délibération n° 09.128 en date du 27 juillet 2009, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 09.320 en date du 12 novembre 2009 et s'est déroulée du jeudi 3 décembre 2009 au vendredi 18 décembre 2009 inclus.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à la cession d'une portion du chemin communal, et a précisé que la surface cédée fera partie intégrante de la zone d'activité du Moulin Madame, sans déboucher au Sud sur la partie restante du chemin communal

Le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de La Communauté de Communes Bretagne Romantique visant à acquérir une portion de chemin communal dans le cadre de l'aménagement de la ZA du Moulin Madame
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du conseil municipal n° 09.128 en date du 27 juillet 2009 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 09.320 en date du 12 novembre 2009 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

A l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- De déclasser une partie du chemin communal situé au Moulin Madame » s'inscrivant dans le cadre de l'extension de la ZA du Moulin Madame en vue de l'agrandissement du laboratoire AES.
- De céder une partie du chemin communal à la Communauté de Communes Bretagne Romantique dont le siège est situé 2, rue des Deux Croix à la Chapelle aux Filtzméens 35190
- Que la cession interviendra au prix de 0.80 € hors taxes le m², en application de la délibération n° 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (Géomètre, Notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètre à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

10-14) DEMANDE DE DEPLACEMENT D'UN CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « LA BOISSIERE AUX LIZIONS »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que la Ville a été saisie d'une réclamation en date du 2 Juillet 2009, d'un constat d'huissier en date du 28 Mai 2009 et d'un courrier d'avocat en date du 21 Septembre 2009 de la part de M. Alain DEMAY, concernant la présence d'un portail posé sur l'emprise d'un chemin communal et entravant sa libre circulation.

Il s'agit d'un portail posé depuis plusieurs décennies pour desservir la propriété de Mme MACE Emilie, via les propriétés privées de Mlle LEBRETON et de M et Mme DEMAY.

Les conditions de desserte de ce hameau ont évolué durant les 10 dernières années, aussi l'accès aux voies carrossables se situant historiquement sur un domaine privé (Mlle LEBRETON et M et Mme DEMAY), se trouve aujourd'hui modifié. Le chemin communal traversant la propriété de Mme MACE peut trouver une utilité de desserte car débouchant maintenant sur une voie praticable.

De plus, la portion de chemin communal coupant les propriétés de Mme MACE, passe près de son habitation, et une proposition de déplacement de celui-ci sur la parcelle H-128 a été reçue en date du 5 Juillet 2009.

Afin de clarifier la situation, une réunion de concertation s'est tenue le 23 Septembre 2009, en présence des riverains concernés par ce problème.

La demande de régularisation des accès privés par Mlle LEBRETON et M. DEMAY et le déplacement du chemin communal ont fait l'objet d'une concertation entre l'ensemble des personnes intéressées, il en a résulté un consensus favorable au déplacement du dit chemin communal qui à ce jour fait l'objet d'une demande.

Dans ce contexte la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable et par délibération n° 09.170 en date du 04 novembre 2009, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 09.321 en date du 12 novembre 2009 et s'est déroulée du jeudi 3 décembre 2009 au vendredi 18 décembre 2009 inclus.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement au projet de déplacement du chemin communal proposé et a précisé que la suppression du chemin communal actuel entraîne de facto toute sortie Est (emplacement du portail actuel)

Le chemin communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur Alain DEMAY concernant la présence d'un portail posé sur l'emprise d'un chemin communal au lieu-dit « La Boissière aux Lizions » et entravant sa libre circulation
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du conseil municipal n° 09.170 en date du 4 novembre 2009 donnant un avis favorable au principe de déplacement de la portion dudit chemin sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 09.321 en date du 12 novembre 2009 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le chemin communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

A l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- De déplacer la portion du chemin communal sis au lieu-dit « la Boissière aux Lizions » aux conditions suivantes :
 1. Acquisition par la commune d'une portion de la parcelle H 128 auprès de Madame MACE au prix de l'euro symbolique
 2. Vente d'une portion du chemin communal actuel à Madame MACÉ, la cession interviendra au prix de 0.30 € par m² en application de la délibération n° 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais résultant de ces 2 transactions (géomètre, notaire, etc ...) seront à la charge de Madame MACÉ.
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètre à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP Notariale « Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

10-15) DEMANDE DE CESSION FONCIERE AU LIEU-DIT « RINIAC »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été saisie d'une demande de division de parcelles de M. HOUTTE Jean-Claude pour la création de trois terrains à bâtir, au lieu-dit « Riniac ».

Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, il a été mis en exergue l'absence de dispositif de défense incendie, et, conformément à la délibération n° 09-182 du 15 décembre 2009, demandé au pétitionnaire de rechercher à proximité de l'opération un terrain pouvant recevoir un tel équipement, réglementairement aux prescriptions du SDIS.

Afin de palier cette carence, M. HOUTTE propose à la commune la cession d'une partie de la parcelle C-1286 aux conditions précédemment définies, à savoir :

- Prise en charge des frais de géomètre et de notaire par la commune.
- Prise en charge du branchement d'eau par la commune.
- Gestion ultérieure de l'équipement par la commune.

La commission voirie, infrastructure et affaires rurales s'est rendue sur place le 16 Octobre 2009 et a émis un avis favorable au principe de cette cession.

Il est rappelé que cette cession s'effectuera après réception de l'ouvrage, selon le principe adopté par délibération du Conseil Municipal n° 09-182 en date du 15 décembre 2009.

Par ailleurs, les frais de géomètre et de notaire étant à la charge de la commune, Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- Que le document d'arpentage soit confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « PRIOL-LACOURT » de Combours.
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-16) CLASSEMENT DES VOIRIES COMMUNALES – APPROBATION DU TABLEAU

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la convention d'assistance technique fournie par l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT), signée avec la commune de Combours, les services de la DDE, en

collaboration avec les élus et les services techniques communaux, ont mis à jour le tableau de classement des voiries communales.

L'opération consiste à identifier les rues non classées, les voies de lotissement rétrocedées, les voies de circulation des aires de stationnement et les chemins ruraux ayant vocation à être classés en voies communales. Les caractéristiques principales nécessaires à ce classement sont les suivantes :

- Desserte des hameaux regroupant plusieurs maisons d'habitation.

Et / Ou

- Liaisons entre des voies communales et/ou des routes départementales.

Les voies dont le classement est envisagé présentent déjà une emprise et chaussée suffisantes, donc leur changement d'affectation n'entraîne aucune dépense d'investissement ou d'entretien supplémentaire. Par ailleurs aucune acquisition de terrain n'est rendue nécessaire pour ce classement.

Le linéaire pris en compte par la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement), établi aujourd'hui à 56 217 ml, est mesuré à 59 504 ml en voies communales existantes.

Compte tenu des critères annoncés, il est proposé de classer 58 438 ml de chemins ruraux supplémentaires en voies communales, portant ainsi à 117 942 ml le linéaire à prendre en compte par la DGF.

La loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 a modifié l'alinéa 2 de l'article L.141-3 du code de la voirie routière en dispensant d'enquête publique préalable les délibérations du Conseil Municipal portant classement ou déclassement des voies communales à condition de ne pas porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation.

Ce classement proposé a obtenu l'avis favorable de la commission voirie, infrastructure et affaires rurales du 14 Janvier 2010.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'approuver le tableau de classement des voiries communales.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE le tableau de classement des voiries communales.

Il est précisé que la nouvelle longueur de voirie sera inscrite dans les données de base figurant au budget de la Commune.

10-17) REQUALIFICATION DE VOIRIE URBAINE – CHOIX DU MAITRE D'OEUVRE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal les grandes lignes d'information relatives aux travaux de voirie et de réseaux dans l'agglomération :

- 22 Septembre 2008 : engagement effacement de réseaux par le SDE – Avenue de la Libération - section chemin de Bel Air à la limite d'agglomération
- 8 Décembre 2008 : choix du maître d'œuvre pour la réalisation de réseaux divers (Libération, Dingé, Melesse)
- 27 Juillet 2009 : attribution des lots pour la réalisation de réseaux divers (Libération, Dingé, Melesse)
- 15 Décembre 2009 : engagement effacement de réseaux par le SDE – Avenue de la Libération - section Jules Corvaisier au passage à niveau

Compte tenu des travaux engagés et de leur avancement, sur certaines parties des voies concernées, il convient maintenant de mener une réflexion sur le devenir de ces voies.

A ce titre, une procédure adaptée a été lancée afin de définir un maître d'œuvre pour épauler la municipalité dans sa réflexion. Cet organisme devra justifier de qualifications en termes d'aménagement, d'urbanisation, d'étude technique et de suivi de travaux.

Cette étude porte sur 4 voies ou portions de voie distinctes, à savoir :

- L'avenue de la Libération
- La rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier)
- La route de Dingé en agglomération
- La route de Lourmais en agglomération

Le marché fait l'objet de deux lots :

- Lot 1 : Esquisses sur l'avenue de la Libération dans toute sa longueur
- Lot 2 : Etudes travaux et réalisation sur l'avenue de la Libération, la rue de Melesse, la route de Dingé et la route de Lourmais, avec une tranche ferme et cinq tranches conditionnelles

Organes et dates de parution de l'avis :

- Ouest-France d'Ille et Vilaine : date d'envoi à la publication le 8 décembre 2009 et date de parution le 11 décembre 2009
- Sur la Plateforme : <http://www.e-megalisbretagne.org/> le 8 décembre 2009

Les offres étaient à remettre pour le 28 décembre 2009 à 12 h 00 dernier délai.

23 retraits de dossier :

- 22 téléchargements électroniques
- 1 dossier papier

Représentant 18 organismes différents.

Neuf propositions ont été réceptionnées dans les délais. Aucune n'a été reçue hors délai.

Rappel du jugement des offres mentionné dans le Règlement de Consultation (RC) :

- La valeur technique des prestations, appréciée au travers du mémoire technique, pour 60%
- Le prix des prestations pour 40%

L'ouverture des enveloppes s'est déroulée le 28 décembre 2009 à 16h00 par MM. LEBRET et LAMBERT.

Après examen, l'ensemble des candidatures est admis.

Au vu de l'analyse des offres dont le tableau est annexé à la présente délibération, le comité d'analyse des offres, réuni le 14 janvier 2010, décide d'établir le classement suivant :

1. A'DAO urbanisme - 77 Avenue Aristide Briand - 35000 RENNES
2. TECAM - 47,49 Rue Kléber BP 80416 - 35304 FOUGERES CEDEX
3. SEVAUX et ASSOCIES - 123 Rue du Temple de Blosne - 35136 SAINT JACQUES DE LA LANDE
4. ADEPE / 2LM / BEC INFRA VRD - 18 Rue du Patis BP 70038 - 44690 LA HAYE FOUASSIERE
5. Fred Petr Architectes - 9 Rue de la Fonderie CS 23915 - 35039 RENNES CEDEX
6. EGUIMOS - 13 Rue des Rougeries - 35400 SAINT MALO
7. Egis Aménagement - 12-14 Rue Claude Bernard BP 10501 - 35005 RENNES CEDEX
8. MAGNUM Architectes et Urbanistes - 40 Rue de Strasbourg - 44000 NANTES

Le comité propose à l'unanimité que le pouvoir adjudicateur attribue le marché au candidat ayant formulé l'offre économiquement la plus avantageuse : ADAO Urbanisme, conformément à l'analyse des offres annexée

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'ordre du jour comporte le vote des comptes administratifs et de gestion de l'année 2009. Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire, ordonnateur, ne peut participer au vote des comptes administratifs.

Il propose au Conseil Municipal d'élire un Président de séance pour le vote de ces comptes.

Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint, est élu, à l'unanimité des membres présents et représentés, Président de la séance pour le vote des comptes administratifs de l'exercice considéré.

Monsieur le Maire quitte la salle du Conseil Municipal.

10-18) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2009 –VILLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2009 (Budget de la Ville) dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif de la Ville, lequel peut se résumer ainsi :

a) Section de fonctionnement

Dépenses :

| | |
|----------------------------|--------------------|
| - Opérations de l'exercice | 3 572 820.17 € (1) |
|----------------------------|--------------------|

Recettes

| | |
|----------------------------|--------------------|
| - Opérations de l'exercice | 5 104 552.63 € (2) |
|----------------------------|--------------------|

| | |
|---|-----------------------------|
| Résultat Comptable de l'exercice | 1 531 732.46 € (2-1) |
|---|-----------------------------|

| | |
|------------------|----------------|
| Résultat reporté | 41 982.33€ (3) |
|------------------|----------------|

Résultat de Clôture

| | |
|------------------------------|-------------------------------|
| - Excédent de fonctionnement | 1 573 714.79 € (2-1+3) |
|------------------------------|-------------------------------|

b) Section d'investissement

Dépenses

| | |
|----------------------------|--------------------|
| - Opérations de l'exercice | 2 381 194.54 € (1) |
|----------------------------|--------------------|

Recettes

| | |
|----------------------------|--------------------|
| - Opérations de l'exercice | 2 765 938.54 € (2) |
|----------------------------|--------------------|

| | |
|---|---------------------------|
| Résultat Comptable de l'exercice | 384 744.00 € (2-1) |
|---|---------------------------|

- Résultat reporté - 237 145.35 € (3)

Résultat de Clôture

- Excédent d'investissement **147 598.65 € (2-1+3)**

c) Résultat définitif

Excédent de Fonctionnement **1 573 714.79 €**

Excédent d'Investissement **147 598.65 €**

soit un Excédent globalisé 1 721 313.44 €
(hors restes à réaliser)

d) Restes à réaliser :

Les résultats de l'exercice budgétaire figurant au Compte Administratif sont constitués de l'excédent ou du déficit de chacune des deux sections tel qu'il a été défini ci-dessus mais aussi des « Restes à Réaliser » en dépenses et en recettes d'Investissement.

Ils correspondent aux dépenses engagées non mandatées pour un montant de **1 334 467 €** et en recettes pour un montant de **41 900 €**.

Ils seront inscrits dans la colonne « Report » au budget primitif de l'exercice 2010.

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Des remarques sont formulées par la minorité municipale à propos de la non-consommation des crédits inscrits sur plusieurs lignes budgétaires

Soumis au vote, le compte administratif de la Ville est adopté par 22 voix « POUR » et 5 voix « CONTRE »

10-19) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2009 – LOTISSEMENT «LA GARE/ BEL AIR»

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2009 du lotissement « La Gare /Bel Air » dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

- 1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement «La Gare/Bel Air», lequel peut se résumer ainsi :

a) Section de fonctionnement

| | |
|---|--------------------|
| Dépenses de fonctionnement : | |
| - Opérations de l'exercice | 422 352.66 € (1) |
| Recettes de fonctionnement | |
| - Opérations de l'exercice | 422 352.66 € (2) |
| Résultat Comptable de l'exercice | 0 € (2-1) |
| Résultat reporté | 0 € (3) |
| Résultat de Clôture | 0 € (2-1+3) |

b) Section d'investissement

| | |
|---|-------------------------------|
| Dépenses | |
| - Opérations de l'exercice | 416 890.14 € (1) |
| Recettes | |
| - Opérations de l'exercice | 389 020.14€ (2) |
| Résultat Comptable de l'exercice | - 27 870.00 (2-1) |
| Résultat reporté | - 389 020.14 (3) |
| Résultat de Clôture | |
| Besoin de financement | - 416 890.14 € (2-1+3) |

c) Résultat définitif

| | |
|--------------------------|------------------------------|
| <u>Déficit de</u> | <u>- 416 890.14 €</u> |
|--------------------------|------------------------------|

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement « La Gare/Bel Air » est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

10-20) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2009 DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2009 du SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT dressé par Le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2009, lequel peut se résumer ainsi:

a) Section d'exploitation

Dépenses :

-Opérations de l'exercice 59 407.67 € (1)

Recettes :

- Opérations de l'exercice 274 191.14 € (2)

Résultat de l'exercice :

- Excédent de 214 783.47 € (2-1)

Résultat de Clôture :

- Excédent reporté 9 162.41 € (3)

- Excédent de l'exercice 214 783.47 €

Excédent de Clôture :

223 945.88 €(2-1+3)

b) Section d'investissement

Dépenses

- Opérations de l'exercice 351 396.07 € (1)

Recettes

- Opérations de l'exercice 160 056.08 € (2)

Résultat de l'exercice :

- déficit de **191 339.99 € (2-1)**

Résultat de Clôture

- Excédent reporté 556 334.96 € (3)

- Déficit de l'exercice 191 339.99 €

Excédent de clôture 364 994.97 €(2-1+3)

c) Résultats définitifs

- Excédent de 588 940.85 €

d) Restes à réaliser :

Les restes à réaliser feront l'objet d'un report au Budget primitif 2010 pour **250 000 €** en dépenses d'investissement

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Comme chaque année, la minorité municipale fait remarquer l'importance de l'excédent constaté qui pour elle est surdimensionné par rapport aux charges du service et fait porter aux générations actuelles le poids d'investissements qui serviront aux générations futures

Ce à quoi, Madame GIROUX répond qu'il s'agit d'une situation financière saine résultant de provisions faites pour financer des travaux de réseaux répondant au schéma directeur d'assainissement.

Soumis au vote, le compte administratif du Service de l'Assainissement est adopté par 22 voix « POUR » et 5 »CONTRE »

10-21) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2009 DU SERVICE DES EAUX

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2009 du SERVICE DES EAUX dressé par Le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2009, lequel peut se résumer ainsi:

a) Section d'exploitation

Dépenses :

-Opérations de l'exercice 101 694.74 € (1)

Recettes :

- Opérations de l'exercice 320 229.95 € (2)

Résultat de l'exercice :

- Excédent de **218 535.21 € (2-1)**

Résultat de Clôture :

- Excédent reporté 12 216.21 € (3)

- Excédent de l'exercice 218 535.21 €

Excédent de Clôture : 230 751.42 € (2-1+3)

b) Section d'investissement

Dépenses

- Opérations de l'exercice 113 678.64 € (1)

Recettes

- Opérations de l'exercice 148 955.22 € (2)

Résultat de l'exercice :

- Excédent de 35 276.58 € (2-1)

Résultat de Clôture

- Excédent reporté 653 115.20 € (3)

| | |
|---------------------------------------|-----------------------------|
| - Excédent de l'exercice | 35 276.58 € |
| Excédent de clôture | 688 391.78 € (2-1+3) |
| c) <u>Résultats définitifs</u> | |
| - <u>Excédent de</u> | <u>919 143.20 €</u> |

Les restes à réaliser feront l'objet d'un report au Budget primitif 2010 pour **116 000 €** en dépenses d'investissement.

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Comme chaque année la minorité municipale fait remarquer l'importance de l'excédent constaté qui pour elle est surdimensionné par rapport aux charges du service et fait porter aux générations actuelles le poids d'investissements qui serviront aux générations futures

Ce à quoi, Madame GIROUX répond qu'il s'agit d'une situation financière saine résultant de provisions faites pour financer des travaux de réseaux répondant au schéma directeur d'eau potable.

Soumis au vote, le compte administratif du Service de l'Eau est adopté par 22 voix « POUR » et 5 « CONTRE »

10-22) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2009 DU CAMPING DU « VIEUX CHATEL »

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2009 du Camping du « Vieux Châtel » dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2009, lequel peut se résumer ainsi:

a) Section de fonctionnement

Dépenses :

-Opérations de l'exercice 11 276.59 € (1)

Recettes :

- Opérations de l'exercice 8 566.19 € (2)

Résultat de l'exercice :

- Déficit de 2 710.40 € (2-1)

Résultat de Clôture :

- Excédent reporté 2 800.00 € (3)

- Déficit de l'exercice 2 710.40 €

Excédent de Clôture : 89.60 € (2-1+3)

b) Section d'investissement

Dépenses (néant)

c) Résultats définitifs

- Excédent de 89.60 €

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du camping du Vieux Châtel est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

A l'issue des votes des comptes administratifs de l'exercice 2009, Monsieur le Maire – qui s'était retiré- regagne la salle de réunion et reprend la présidence.

10-23) COMPTE DE GESTION 2009 DU RECEVEUR (VILLE)

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2009 de la Ville et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2009 de la Ville

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2008, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2009 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal pour la Ville et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

10-24) COMPTE DE GESTION 2009 DU RECEVEUR (LOTISSEMENT DE « LA GARE/BEL AIR »)

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2009 du lotissement de La Gare et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2009 du lotissement de la Gare

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2008, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2009 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal pour le lotissement de la Gare et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

10-25) COMPTE DE GESTION 2009 DU RECEVEUR - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2009 du service de l'Assainissement et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2009 du service de l'Assainissement,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2008, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009

- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2009 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal pour le service de l'Assainissement et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

10-26) COMPTE DE GESTION 2009 DU RECEVEUR - SERVICE DES EAUX

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2009 du service des Eaux et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2009 du service des Eaux,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2008, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2009 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal pour le service des Eaux et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

10-27) COMPTE DE GESTION 2009 DU RECEVEUR - CAMPING

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2009 du Camping et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2009 du camping,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2008, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2009 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal pour le camping et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil Municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2009 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

10-28) EXERCICE BUDGETAIRE 2009– AFFECTATION DU RESULTAT – VILLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit de l'excédent de l'exercice, complété de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Le résultat à affecter est constitué par le résultat comptable de l'exercice soit **1 531 732.46 €** augmenté du résultat reporté 2008 pour **41 982.33 €**. Le résultat cumulé sur l'exercice 2009 est de **1 531 732.46 € + 41 982.33 € = 1 573 714.79 €**.

Affectation proposée :

- Section d'investissement : **1 500 000 €**
- Section de fonctionnement : **73 714.79 €**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de la Ville, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix pour et 5 abstentions.

10-29) EXERCICE BUDGETAIRE 2009 – AFFECTATION DU RESULTAT – ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit de l'excédent de l'exercice, complété de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Le résultat de clôture de l'année à la section d'exploitation est de **214 783.47 €** augmenté de l'excédent reporté de 2008 de **9 162.41 €**.

Le résultat cumulé de l'exercice 2009 est de **223 945.88 € (214 783.47 + 9 162.41)**.

Affectation proposée :

- Section d'investissement : **200 000 €**
- Section d'exploitation : **23 945.88 €**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de l'assainissement, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix pour et 5 abstentions.

10-30) EXERCICE BUDGETAIRE 2009– AFFECTATION DU RESULTAT – EAU

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit de l'excédent de l'exercice, complété de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Le résultat de clôture de l'année à la section d'exploitation est de **218 535.21 €** augmenté de l'excédent reporté de 2008 de **12 216.21 €**.

Le résultat cumulé de l'exercice 2009 est de **230 751.42 € (218 535.21 + 12 216.21)**.

Affectation proposée :

- Section d'investissement : **200 000 €**
- Section d'exploitation : **30 751.42€**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de l'eau, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix pour et 5 abstentions.

10-31) EXERCICE BUDGETAIRE 2010 – DEBAT D'ORIENTATIONS GENERALES DU BUDGET

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

La Loi n° 92-125 du 6 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (Loi ATR), par son article 11, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales, en instituant dans les Communes de 3 500 habitants et plus, un débat sur les orientations générales du budget.

La circulaire du Ministère de l'Intérieur du 31 mars 1992 d'application du titre II de la Loi ATR souligne que ce débat contribue à accroître la participation des Conseillers Municipaux à la préparation du budget sans nuire à la marge de manoeuvre du Maire qui n'est pas lié par les prises de position des Conseillers à ce stade de la procédure.

Ce débat ne porte pas sur le budget lui-même mais uniquement sur les grandes masses budgétaires.

Enfin, ce débat ne donne pas lieu à décision, ni du Conseil Municipal, ni du Maire, celui-ci ayant le pouvoir d'apprécier les suites à donner aux propositions de l'assemblée délibérante dans le cadre de l'élaboration de son projet de budget. Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal une prospective financière en soulignant les points suivants :

Quelques chiffres sur la population Combourgeoise

POPULATION

| | 1990 | 1999 | 2006 | Au 1/01/2010 |
|------------|-------------|-------------|-------------|---------------------|
| population | 4900 | 4989 | 5351 | 5532 |

ETAT-CIVIL

| | De 1999 à 2007 | Moyenne annuelle |
|---------------|----------------|------------------|
| Naissances | 508 | 56 |
| Décès | 577 | 64 |
| Solde naturel | -69 | 8 |

EMPLOI

| Nombre de salariés | Hommes | femmes | Total |
|-----------------------|------------|------------|-------------|
| Agriculture/industrie | 96 | 30 | 126 |
| BTP | 106 | 13 | 119 |
| Commerces | 131 | 216 | 347 |
| Services | 316 | 578 | 894 |
| TOTAL | 649 | 837 | 1486 |

Quelques chiffres nationaux (2009)

- Croissance en France : + 0.75%
- Croissance zone € : +0.2%
- Inflation : + 1.2%

Evolution des salaires et charges de 2002 à 2009 :

| ANNEE | Salaires et Charges | Total Recettes | coût réel du personnel |
|-------|---------------------|-------------------|------------------------|
| 2002 | 1 501 829.75 | 133 905.74 | 1 367 924.01 |
| 2003 | 1 541 451.19 | 139 806.90 | 1 401 644.29 |
| 2004 | 1 573 342.29 | 114 522.45 | 1 458 819.84 |
| 2005 | 1 566 285.76 | 96 234.46 | 1 470 051.30 |
| 2006 | 1 570 040.19 | 103 901.04 | 1 466 139.15 |
| 2007 | 1 665 365.09 | 87 453.88 | 1 577 911.21 |
| 2008 | 1 687 496.64 | 103 940.14 | 1 583 556.50 |
| 2009 | 1 765 628.51 | 166 833.87 | 1 598 794.64 |

Evolution des dépenses d'énergie :

| ANNEE | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---------------------|----------|----------|----------|----------|-------|--------|---------|---------|
| EDF | 70405.58 | 74160.49 | 62774.35 | 76234.08 | 90274 | 97 779 | 112 564 | 109 359 |
| Combustibles | 27145.63 | 27778.87 | 26553.64 | 26093.01 | 36556 | 33 630 | 45 993 | 48 696 |
| Prest Chauff | 7146.93 | 5319.35 | 6563.4 | 6722.02 | 6940 | 7 316 | 10 313 | 10350 |
| Carburant | 14987.76 | 16931.27 | 17906.68 | 23100.99 | 29146 | 25 607 | 33 266 | 24 663 |

Evolution des dépenses d'animation et culture :

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|-------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------|---------------|
| Bibliothèque | 12236.26 | 11509.98 | 14199.7 | 13282.83 | 17019.30 | 13516 | 16 981 | 13 946 |
| Cyber espace | 6723.53 | 8390.7 | 6286.09 | 8598.37 | 9603.58 | | | |
| Centre Culturel | 6000 | 4880 | 4600 | 6700 | 7100 | 7350 | 5 992 | 10 043 |
| OTSI | 23629.6 | 28000 | 35000 | 35200 | 35500 | 35650 | 38 551 | 35 000 |
| UCIAPL | | 350 | | 200 | | 300 | 36.95 | |
| Animations de la ville | 16124.34 | 16517.74 | 14035.2 | 14946.32 | 16753.59 | 17253 | 21 035 | 23 232 |
| TOTAL | 64713.73 | 69648.42 | 74120.99 | 78927.52 | 85976.47 | 74069.00 | 82 596 | 82 221 |

Evolution des annuités d'emprunts de 2010 à 2019 :

| Année | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|----------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Montant | 315 367 | 309 283 | 259 890 | 243 044 | 210 804 |
| Année | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Montant | 206 892 | 203 012 | 199 009 | 170 555 | 166 743 |

Evolution de la dotation forfaitaire de 2002 à 2009 :

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|----------------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|------------|
| Dotation forfaitaire | 856 615.00 | 866 441.00 | 881 019.00 | 889 829.00 | 902 013.00 | 1 004 000.00 | 1 015 030.00 | 959 833.00 |

Evolution des versements communautaires de 2002 à 2009 :

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------------|
| Taxe Professionnelle | 724 125 | 724 125 | 724 125 | 724 125 | 724 115 | 724 124 | 724 124 | 720 913 |
| Dotation communautaire | 16 314 | 12 078 | 26 441 | 24 084 | 46 028 | 48 434 | 111 071 | 80 784 |

Evolution de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et de la taxe sur le foncier non bâti de 2002 à 2009 :

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Taxe Habitation | 551 740 | 579 056 | 607 072 | 637 539 | 673 610 | 729 642 | 767 989 | 813 413 |
| Foncier Bâti | 453 500 | 481 617 | 499 394 | 522 251 | 541 479 | 591 545 | 632 905 | 700 748 |
| Fonc. Non Bâti | 173 195 | 175 681 | 178 009 | 182 029 | 149 813 | 151 664 | 156 214 | 158 171 |

Etat des Restes à réaliser sur Dépenses d'investissement 2009

| opération | prévu 2009 | réalisé | RAR |
|--|------------|------------|---------------------|
| subvention Fisac | 16 724.00 | 7 100.00 | 9 624.00 |
| Pass Foncier | 50 000.00 | 36 000.00 | 14 000.00 |
| Terrains nus | 52 800.00 | 40 161.31 | 12 638.00 |
| ZPPAUP | 40 000.00 | 5 675.28 | 34 324.00 |
| RESEAUX PLUVIALES | | | |
| Réseaux (libération-Cytises-Dingé-Melesse) | 608 000.00 | 324 681.05 | 283 317.46 |
| MOBILIER | | | |
| Accueil | 10 000.00 | 1 360.45 | 8 639.55 |
| Mairie | 7 900.00 | 1 393.54 | 6 506.45 |
| MATERIEL | | | |
| Mairie | 1 000.00 | 502.32 | 490.00 |
| Maternelle | 800.00 | 0.00 | 800.00 |
| Logiciel accueil | 6 000.00 | 0.00 | 6 000.00 |
| TRAVAUX | | | |
| Vitraux Eglise | 113 190.00 | 106 533.03 | 6 656.00 |
| Stade d'Honneur + tribunes | 480 000.00 | 425 510.12 | 35 000.00 |
| Restauration scolaire | 5 047.00 | 0.00 | 2 000.00 |
| Bâtiments communaux | 3 100.00 | 633.88 | 2 000.00 |
| Voirie 2009 | 556 000.00 | 390 623.51 | 165 376.03 |
| Médiathèque | 120 000 | 71 267.70 | 48 732.00 |
| Ecole élémentaire | 300 000.00 | 37 517.14 | 262 482.00 |
| Petite enfance | 87 035.00 | 18 470.60 | 68 564.00 |
| Rond point route de Vitré | 70 000.00 | 0.00 | 70 000.00 |
| Pôle intermodal | 67 624.00 | 150.00 | 67 474.00 |
| Sanitaires camping | 135 000.00 | 128 937.48 | 200.00 |
| Stores maternelle | 5 000.00 | 0.00 | 5 000.00 |
| Fenêtres malouas | 20 000.00 | 0.00 | 20 000.00 |
| Rue des cytises | 47 000.00 | 38 611.64 | 8 388.00 |
| TRAVAUX DE RESEAUX | | | |
| Cytises | 64 000.00 | 53 237.87 | 10 762.00 |
| éclairage | 4 000.00 | 0.00 | 4 000.00 |
| Eclairage voirie 2009 | 21 000.00 | 19 487.03 | 1 512.97 |
| AMENAGEMENT PLANTATION | | | |
| Entrée ville – sentier piétonnier | 25 000.00 | 0.00 | 25 000.00 |
| TRAVAUX CONCEDES | | | |
| SDE rue de Melesse | 56 640.00 | 1 514.06 | 55 125.54 |
| SDE Avenue de la Libération | 72 500.00 | 49 512.26 | 22 987.00 |
| Travaux d'office | 8 000.00 | 0.00 | 8 000.00 |
| AVANCES | | | |
| SIE | 61 868.00 | 0 | 61 868.00 |
| Voirie 2009 | 100 000.00 | 80 163.43 | 7 000.00 |
| TOTAL | | | 1 334 467.00 |

Dépenses d'investissement de 2004 à 2009 :

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | TOTAL |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| frais d'études | 19 008.77 | 538.20 | 22 766.59 | 9 351.21 | 6 821.02 | 5 675.28 | 64 161.07 |
| acquisition terrains | 133 269.99 | 40 048.80 | 262 603.36 | 331 736.68 | 332 329.08 | 40 131.31 | 1 140 149.22 |
| terrains bâtis | | | | | | | |
| aménagement terrains | 10 942.77 | 40 591.93 | 20 534.58 | 1 325.00 | 1 694.23 | 0.00 | 75 088.51 |
| signalisation | 8 903.55 | 3 970.72 | 14 964.88 | 62 378.88 | 28 900.34 | 23 676.53 | 142 794.90 |
| réseau eaux pluviales | 159 475.02 | 106 205.10 | 14 921.06 | 191 504.78 | 13 551.28 | 324 681.15 | 810 338.39 |
| véhicules | 152 841.32 | 55 960.29 | 39 072.26 | 35 511.14 | 0 | 0.00 | 283 385.01 |
| acquisition matériel | 52 624.78 | 63 260.95 | 76 949.37 | 159 381.09 | 90 941.81 | 71 242.26 | 514 400.26 |
| travaux batiments | 190 558.56 | 216 952.85 | 1 613 727.52 | 1 223 239.19 | 255 566.34 | 693 064.30 | 4 193 108.76 |
| travaux voirie | 929 905.99 | 744 120.32 | 286 864.01 | 1 323 128.73 | 1 129 628.49 | 822 169.68 | 5 235 817.22 |
| travaux d'éclairage | 12 870.88 | 46 465.55 | 82 653.55 | 189 816.78 | 12 555.86 | 123 751.22 | 468 113.84 |
| Sub FISAC versées + PASS FONCIER | | | | 3 849.59 | 7 426.00 | 43 100 | 54 375.59 |
| TOTAL | 1 670 401.63 | 1 318 114.71 | 2 435 057.18 | 3 531 223.07 | 1 879 414.45 | 2 147 521.73 | 12 981 732.77 |

Etat des Restes à réaliser sur Recettes d'investissement 2009

| Opérations | prévu 2009 | réalisé | RAR |
|-------------------------|------------|--------------|------------------|
| VITRAUX | 23 900.00 | 0.00 | 23 900.00 |
| POLE INTERMODAL | 10 000.00 | 0.00 | 10 000.00 |
| TRAVAUX D'OFFICE | 8 000.00 | 0.00 | 8 000.00 |
| | | TOTAL | 41 900.00 |

Monsieur le Maire évoque ensuite la loi de finances 2010 et soumet à l'appréciation de chacun un article paru dans la lettre des Finances Locales :

« Pour participer à la résorption des déficits publics, le gouvernement en appelle à la responsabilité des collectivités territoriales et aux efforts qu'elles devront consentir. Ainsi le ministre du Budget propose dans un premier temps, d'établir un diagnostic partagé avec les collectivités sur l'évolution de la dépense publique... Selon le ministre, les dépenses des collectivités locales galopent de 6% par an et leur progression devra se limiter à 2% ou 3%, ou respecter la règle que se fixe l'Etat pour ses propres dépenses. Autrement dit, leurs dépenses ne devront pas évoluer plus vite que l'inflation. Il suggère que, chaque année, le Parlement fixe un «objectif indicatif» de progression des dépenses des collectivitésPour le Premier ministre les choses sont claires : « soit nous résorbons nos déficits dans le cadre d'un dialogue avec les collectivités, soit l'Etat sera obligé de le décider seul. »

Monsieur le Maire expose également au Conseil Municipal les grands axes des programmes communaux d'investissement en cours où à venir soit :

- Restructuration de l'école élémentaire
- Renouvellement et effacements des réseaux

- Rue des cytises
- Avenue de la libération (aménagement urbain – réseaux ...)
- Vitraux de l'Eglise
- Travaux de voirie 2010
- Etude pôle ferroviaire
- Pôle culturel
- Petite enfance
- Travaux au cimetière (columbarium)
- Participation au financement du cinéma
- Rénovation presbytère
- Lotissement de la gare
- Rénovation château d'eau
- Salle de basket (étude)

L'exposé de ces données génère une réflexion sur l'endettement par habitant qui reste faible.

10-32) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions du 1^{er} Janvier au 15 Février 2010 :

| Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée signés entre le 1 ^{er} janvier 2010 et le 15 février 2010 | | | |
|---|---------------------------------|---------------------|----------------------|
| Objet de la consultation | Nom de l'entreprise | Offre de prix HT | Montant Total TTC |
| 1) Mission de coordonnateur SPS relative à la construction d'un bâtiment multi accueil de la petite enfance | APAVE (Saint Briec) | 3 300.00 € | 3 946.80 € |
| | DEKRA (Vern sur Seiche) | 3 184.40 € | 3 808.54 € |
| | SOCOTEC (Saint Malo) | 3 692.00 € | 4 415.63 € |
| | EMERAUDE COORDINATION (St Malo) | 2 870.00 € | 3 432.52 € |
| | BUREAU VERITAS (Rennes) | 2 925.00 € | 3 498.30 € |
| | IPAC Conseil (Pacé) | 2 565.00 € | 3 067.74 € |
| 2) Mission de Contrôle Technique relative à la construction d'un bâtiment multi accueil de la Petite enfance | DEKRA (Vern sur Seiche) | 7 820.00 € | 9 352.72 € |
| | SOCOTEC (Saint Malo) | 6 629.00 € | 7 928.28 € |
| | BUREAU VERITAS (Rennes) | 5 953.00 € | 7 119.79 € |
| | APAVE (Saint Briec) | 5 830.50 € | 6 973.28 € |
| 3) Mission d'étude Géotechnique relative à la construction d'un bâtiment multi accueil de la petite enfance | GEOSIS (Saint Grégoire) | 3 006.00 € | 3 595.18 € |
| | FONDASOL (Orvault) | 2 740.00 € | 3 277.04 € |
| | HYDROGEOTECHNIQUE (Pacé) | 2 390.67 € | 2 859.24 € |

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-33) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

-6^e alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »

- 15^e alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 10.002T en date du 4 janvier 2010 (**DIA n° 25/ année 2009**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AL n° 20 et n° 135 d'une superficie de 146 m² sises « 22, Place des Déportés » et supportant une maison à usage d'habitation
- Arrêté n° 10.003T en date du 7 janvier 2010 (**DIA n° 01**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC n° 52 d'une superficie de 353 m² sise « 14, rue des Princes » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.005T en date du 11 janvier 2010 (**DIA n° 02**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AB n° 210 d'une superficie de 539 m² sise « 45, avenue du Général de Gaulle » terrain à bâtir
- Arrêté n° 10.004T en date du 14 janvier 2010 (**DIA n° 3**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AM n° 112 d'une superficie de 1532 m² sise « avenue de Waldmünchen » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.006T en date du 10 février 2010 (**DIA n° 4**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AN n° 5 et 8 d'une superficie de 978 m² sises « 56, rue de l'Abbaye » et supportant une maison d'habitation, une ancienne étable et un hangar.
- Arrêté n° 10-012 en date du 20 Janvier 2010 décidant d'accepter une indemnité de sinistre de 806,10 € de la Compagnie SMACL (candélabre endommagé)

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-34) QUESTIONS ORALES (1er trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 H 15.

CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 24 FEVRIER 2010

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- Loi Scellier – Agrément du Ministère du Logement
- Administration électronique – Convention entre e-Mégalis Bretagne et la Commune de Combourg
- Commande publique – Organisation pour les marchés à procédure adaptée
- Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable d'Ille et Rance (SPIR) – Proposition aux communes adhérentes de la mise en place d'un service technique mutualisé
- Lotissement communal Gare/Bel Air
- Numérotage au lieu-dit « La Gentière »
- Tarifs halte-garderie – Information
- Bibliothèque municipale – Elimination d'ouvrages
- Accueil de loisirs – Convention entre l'UFCV et la Commune de Combourg
- Mise en place d'un parcours d'interprétation
- Enquêtes publiques – Indemnité versée au commissaire-enquêteur
- Cession d'une portion d'un chemin communal dans le cadre de l'aménagement de la ZA du Moulin Madame
- Demande de déplacement d'un chemin communal au lieu-dit « La Boissière aux Lizions »
- Demande de cession foncière au lieu-dit « Riniac »
- Classement des voiries communales – Approbation du tableau
- Requalification de voirie urbaine – Choix du maître d'œuvre
- Compte administratif de l'exercice 2009 - Ville
- Compte administratif de l'exercice 2009 – Lotissement de la Gare
- Compte administratif de l'exercice 2009 – Service de l'assainissement
- Compte administratif de l'exercice 2009 - Service des eaux
- Compte administratif de l'exercice 2009 - Camping du « Vieux Châtel »
- Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 - Ville
- Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 – Lotissement de la Gare
- Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 – Service de l'assainissement
- Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 – Service des eaux
- Compte de gestion du Receveur – Exercice 2009 – Camping du « Vieux Châtel »
- Exercice budgétaire 2009 – Affectation des Résultats – Ville
- Exercice budgétaire 2009 – Affectation des résultats - Service de l'Assainissement
- Exercice budgétaire 2009 – Affectation des résultats - Service des Eaux
- Exercice budgétaire 2010 – Débat d'Orientations Générales du Budget
- Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Questions orales (1^{er} trimestre)

